

le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

Ce qui distingue notre Parti: La revendication de la ligne qui va du « Manifeste communiste » à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaire, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

Correspondance :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris
Versements :
Chèque bancaire ou
C.C.P. 2.202-22 Marseille

Abonnements :
1 an : 20 F (200 FB)
6 mois : 10 F (100 FB)
pli fermé : 34 F et 18 F
« programme communiste »
1 an : 24 F (200 FB)

13^e ANNEE - N° 207
LE NUMERO: 1 FF
10 FB - 1 FS
du 15 au 28 nov. 1975

ESPAGNE

Malgré les réconciliateurs, la tranchée reste ouverte

Aucun pays d'Europe n'a connu, plus que l'Espagne, toute la gamme des changements institutionnels au sommet de l'Etat: mouvements libéraux et constitutions pompeusement accordées et précipitamment retirées dans la première moitié du XIX^e siècle; monarchie nominale constitutionnelle entrecoupée de pronunciamientos militaires sous Isabelle II et monarchie constitutionnelle tout court après le retour des Bourbons en 1874; république cantonaliste en 1872-1873 et république centralisatrice en 1931; solution monarchique et solution républicaine, tour à tour ou en même temps conservatrices et progressistes, bigotes et laïques, démocratiques et antidémocratiques; régime paternaliste et corporatif avec Primo de Rivera et régime militaro-fasciste avec Franco.

On peut dire, en paraphrasant Marx, que l'Espagne a connu toutes « les tempêtes [vraies ou fausses] qui se déchaînent dans l'atmosphère politique ». Mais ces tempêtes n'ont fait qu'effleurier comme de faibles brises une réalité permanente: l'effroyable misère paysanne, l'exploitation bestiale d'un jeune prolétariat enfermé dans les galères ultra-modernes du capitalisme industriel, les flambées périodiques de révolte insurrectionnelle des prolétaires et des paysans contre l'Etat des classes dominantes unies, qui s'appuient d'une part sur l'armée de répression coloniale et métropolitaine et l'odieuse *guardia civil*, d'autre part sur l'Eglise; et enfin une répression toujours féroce.

Un sillon rouge traverse ce tableau: celui du sang des *campesinos* sans terre, depuis 1873, celui des prolétaires industriels, depuis la « semaine tragique » de 1909, celui de leurs prédécesseurs de la petite industrie dispersée, dès trente ans plus tôt. En haut, dans l'« atmosphère politique », les lignes de partage s'effacent, les « extrêmes » se réconcilient dans la tâche commune: réprimer la révolte sociale. En bas, dans le « pays réel », le sillon reste, indélébile. L'arc-en-ciel des changements constitutionnels au sommet n'est qu'un long métrage ennuyeux, montrant les efforts successifs soit pour rétablir l'ordre à coups de proclamations de droits politiques et civils et de promesses de réforme, soit pour les retirer à la première alerte d'une menace de classe. Sous la monarchie comme sous la république, sous la démocratie comme sous la dictature, sous le signe des sacristains comme sous le signe des francs-maçons, le sillon est resté, s'est creusé; et il brûle.

Franco, qui a accédé au pouvoir sur une montagne de cadavres, est à l'agonie. Mais tandis qu'on s'agit à son chevet pour la succession, que peut bien annoncer cette assemblée de spectres du passé, d'un passé lointain ou récent, à l'indomptable prolétariat espagnol et aux coriaces paysans sans terre ou ne possédant qu'un misérable lopin aride? Que peut leur apporter cet échantillonnage de toutes les expériences de gouvernement inscrites en lettres de feu et de sang dans leur chair? Ils sont tous là: « les forces de droite, du centre et de gauche, d'accord pour rétablir les libertés et pour convoquer les élections pour une Constituante », comme le dit le secrétaire du P.C. espagnol; « une large coalition de réconciliation nationale unissant tous ceux qui veulent éviter une nouvelle guerre civile

et instaurer un régime pluraliste sans exclusives ». Ils sont tous là: des franquistes repentis aux semi-monarchistes, des démocrates chrétiens aux radicaux, des socialistes des différentes chapelles aux communistes d'obédience moscovite. Même la république ne les sépare plus; tout au plus, une ombre de divergence trouble-t-elle leur accord: don Juan ou Juan Carlos? ou bien peut-être Carlos Hugo de Bourbon-Parme, qui s'est découvert prophète de la « révolution à partir de la lutte de classe » et du « socialisme autogestionnaire » mais, bien entendu, « dans le respect de la réalité de l'Espagne » à laquelle appartient de droit au moins un zeste de carlisme? Mais il y a un moyen aussi pour régler cela: le verdict souverain des urnes, que tous acceptent avec respect. Bref toute l'histoire contemporaine de l'Espagne prébourgeoise et bourgeoise est condensée dans ce rendez-vous de bourreaux au chevet du Grand Maître de l'Ordre Etabli.

Mais le sillon reste, rempli de sang — et de souvenirs.

Comment pourrait-il se « réconcilier », ce sillon, avec les forces « de droite, du centre et de gauche » qui l'ont inexorablement creusé en un siècle d'histoire? Dans l'Olympe de la politique nationale les tempêtes se sont succédées sans laisser de traces, mais en bas, dans le sous-sol des oppositions de classes, il n'y a eu qu'une seule chose: la violence interminable de semaines tragiques qui se sont prolongées tout au long de soixante-dix années. Ceux d'en bas n'ont pas eu besoin d'attendre Franco pour connaître le fruit amer de l'« unité de la nation », du « dépassement de ses antagonismes », de la guerre civile qu'on « évite » de la seule façon qui permette d'éviter que d'autres la déclenchent, c'est-à-dire en la faisant. Ceux d'en bas n'ont pas eu besoin d'attendre la terreur antiprolétarienne en chemise bleue pour en connaître le goût: ils n'ont jamais vu mourir un bourreau sans qu' aussitôt un autre bourreau élu le remplace. C'est ce souvenir qui est encore vivant dans la mémoire de l'avant-garde de la classe ouvrière espagnole.

Et ce souvenir dit: Qui a mitraillé en janvier 1932 les ouvriers d'Arnedo et, en juin, ceux de Séville, sinon les républicains qui venaient d'arriver au pouvoir après la chute de Primo de Rivera, puis d'Alphonse XIII? Qui a réprimé dans le sang les révoltes paysannes qui s'étendaient rageusement, de 1931 à 1934, sinon les gouvernements de tout l'éventail démocratique,

celui des Azaña et des Prieto, celui des Lerroux et des incroyables Gil Robles? Qui a massacré, en 1933, les *campesinos* insurgés de Casas Viejas, qui avaient occupé les terres en croyant en finir avec la faim, sinon le même gouvernement socialisant qui s'employait à réprimer impitoyablement les grè-

DANS CE NUMERO

- L'offensive bourgeoise au Portugal.
- L'Angola et l'Europe.
- Le PCF et la question féminine: les chimères réactionnaires du réformisme.
- Contre toute expulsion!
- Les pompiers sociaux.

ves et les soulèvements ouvriers de Catalogne et d'Aragon?

A qui doivent-ils d'être passés de vie à trépas, les 10.000 prolétaires assassinés dans les Asturies en octobre 1934, sinon, encore une fois, aux prédécesseurs d'un de ces spectres radicaux-progressistes qui attendent fébrilement au chevet de la succession de Franco?

(suite page 2)

Solidarité de classe avec les soldats en lutte!

Prolétaires, Camarades!

C'est avec la plus grande dureté que la bourgeoisie se prépare à frapper les courageux soldats du 19^e régiment de Besançon. Ils ont commis ce crime odieux de vouloir s'organiser pour la défense de leurs conditions de vie et de leurs droits élémentaires.

Ce n'est là qu'un exemple de l'acharnement du gouvernement. S'il a dû lâcher quelques miettes pour désamorcer la vague générale des deux dernières années, il tente aujourd'hui de briser l'échine aux soldats les plus combattifs.

Prolétaires, Camarades!

Nos fils et nos frères que le capitalisme envoie de l'usine ou de l'école à la caserne, vivent une condition plus dure que la nôtre. Elle est renforcée par le despotisme de la hiérarchie militaire. Cette dernière allie à l'arbitraire total du règlement militaire et à l'isolement maximum du soldat, l'esprit barbare d'une « éducation » de chasse au « boche » dans deux guerres impérialistes, de chasse au « nègre », au « viet » ou au « bicot » dans la guerre coloniale. Elle ne se contente pas de soumettre nos frères sous l'uniforme à un régime éliminant le moindre sentiment humain; mais elle tente de leur inculquer la haine du « rouge » et de la lutte ouvrière en général afin de pouvoir éventuellement les dresser contre nous.

C'est pourquoi nos frères sous l'uniforme ont le besoin le plus impérieux de notre aide résolue, ils ont besoin de ne pas se sentir seuls, ils doivent pouvoir compter sur notre solidarité.

Prolétaires, Camarades!

Les partis qui se disent « ouvriers », qui dirigent les syndicats, prétendent concilier la défense des soldats et celle de l'armée bourgeoise. De même qu'ils subordonnent dans l'usine les revendications ouvrières à la bonne marche de la production et de l'économie nationale, ils subordonnent la revendication des soldats au respect de la discipline militaire. Ils veulent, en effet, à la traîne de la bourgeoisie, une armée puissante, efficace dans les brigandages coloniaux et impérialistes sous prétexte de « défense de la patrie ».

Aussi, ces partis et les dirigeants confédéraux ne conçoivent-ils l'organisation des soldats que sous forme de « clubs » où les représentants des soldats seraient surveillés par leurs chefs. De même qu'ils dénoncent les ouvriers les plus combattifs comme des « aventuriers », évidemment « payés par le patron », ils dénoncent aujourd'hui ceux de nos frères qui veulent s'organiser indépendamment de la hiérarchie militaire comme des « provocateurs », naturellement « à la solde du gouvernement »!

Ce faisant, ils se font ouvertement les complices directs de la bourgeoisie et de la hiérarchie militaire, qui est le plus solide pilier de la domination de classe!

(Suite page 3)

L'offensive bourgeoise au Portugal

Il n'est pas facile de dire une vérité qui va à contre-courant de l'humeur générale. Pourtant, on a beau parler d'offensive ouvrière et de conquête du « pouvoir populaire », la situation n'est pas révolutionnaire, même si l'on considère le fait extrêmement positif de la naissance d'organisations de travailleurs et de soldats. Nous n'en sommes pas aujourd'hui à l'heure de la révolution, mais à l'heure où quelques pas pratiques peuvent être faits pour relier la théorie et l'organisation du Parti à la lutte réelle.

Il n'y a à aucune résignation: la révolution se prépare longtemps à l'avance, et ceux qui s'imaginent de façon fataliste que seule la révolution demain matin est digne de combat et que si elle n'est pas pour demain matin, on peut aller se coucher, peuvent arrêter là la lecture.

Nous avons montré dans nos précédents articles que toutes les fractions de la bourgeoisie portugaise étaient d'accord sur quelques principes d'action: décoloniser en préservant le maximum, « redéployer » le capitalisme portugais, empêcher que la lutte ouvrière ne se porte sur le terrain de la lutte générale contre l'Etat.

Les rumeurs de « coup d'Etat de gauche » aujourd'hui lancées par le PPD sont sans doute à usage interne. Mais elles sont significatives de la conception que l'on prête aux artisans supposés du coup: en effet, ce dernier mettrait à la tête de l'Etat le trio Coutinho-Gonçalves-Carvalho et aurait pour objectif de permettre au MPLA d'accéder seul au pouvoir en Angola. Il ne fait aucun doute qu'il y a un lien commun entre la gauche du MFA, le COPCON et le PC: c'est la vision d'un Portugal « tiers-mondiste », c'est-à-dire celle d'un impérialisme populaire permettant de ne pas accepter sans conditions les exigences des impérialismes plus

forts, notamment l'Europe et surtout les Etats-Unis, quitte à chercher un contre-poids, sinon un appui plus ou moins discret — selon les tendances qui composent ce courant — dans l'URSS.

La perspective opposée, celle des Melo Antunes, Soares, Sá Carneiro et consorts, est celle du libéralisme

qui compte recueillir quelques miettes de l'emprise plus directe de l'Europe sur l'ancien empire. Si elle permet au capitalisme portugais de ne pas sombrer, c'est au prix de l'élimination radicale des secteurs peu productifs, de la petite-bourgeoisie et de tous les

(suite page 4)

RÉUNIONS PUBLIQUES

● A ANGERS: le mercredi 19 novembre, 20 h 30, petite salle de la Mutualité, 4, rue de la Poissonnerie

● A LILLE: le vendredi 21 novembre, 20 h 30, 27, rue Adolphe

LES LEÇONS DU PORTUGAL

● A TOULOUSE: REUNION OUVERTE AUX LECTEURS ET SYMPATHISANTS, mardi 2 décembre, 20 h 30, cité de l'Arsenal, Bât. C., sur le même thème.

Le P.C.F. et la question féminine

Les chimères réactionnaires du réformisme

Pour le réformisme la voie de l'émancipation féminine est évidemment la même que celle qu'il préconise pour le prolétariat et qui, au travers d'élections et de manifestations pacifiques, passe par l'élargissement toujours plus grand de la démocratie. Dans une récente publication du P.C.F., *Femme, l'âge politique*, Louise Blaquard distingue deux étapes essentielles dans l'émancipation de la femme. La première, « l'âge des droits », serait celle de la conquête de l'égalité juridique, la seconde, « l'âge politique », celle de l'exercice effectif de ces droits grâce au triomphe de l'union de la gauche. « L'âge des droits maintenant reconnu aux françaises comme aux français doit faire place à l'âge politique, à l'âge de la démocratie réelle, de la participation de tous, hommes et femmes, aux affaires publiques. [...] La gauche unie propose aujourd'hui aux françaises une démocratisation de la vie économique et de la vie politique qui serait pour elles le moyen d'un pas en avant considérable vers une égalité « de fait » et non plus seulement « de droit » qu'elles réclament (p. 148). Certes on trouve bien dans ce texte quelques phrases précisant qu'un véritable affranchissement des femmes ne peut exister sans que les conditions économiques soient modifiées. Mais cette modification, justement, le P.C. la conçoit comme le résultat de la démocratie et il pose donc comme préalable obligatoire à l'émancipation féminine, l'égalité des droits. Pour le marxisme, l'oppression féminine est fondamentalement économique et sociale; son aspect juridique n'en est que l'expression secondaire et celui-ci pourrait, à la limite et en théorie, disparaître dans la société bourgeoise sans que les femmes s'en trouvent libérées pour autant. Le P.C. considère autrement la question. Selon lui le mal vient de ce que « la place reconnue aux femmes dans la société est en contradiction avec le rôle important qu'elles y jouent réellement » (*idem*). Ainsi, c'est une insuffisance de démocratie qui serait la cause première de l'asservissement des femmes dans tous les domaines, y compris dans le domaine économique.

En reprenant à son compte les vieilles litanies réformistes, l'opportuniste a replacé du même coup l'émancipation de la femme sur le terrain du féminisme du début du siècle, celui du droit et de la démocratie avec cette différence, qui est tout à l'honneur des suffragettes, qu'elles au moins se battaient pour des réformes réelles — pour lesquelles luttaient également les communistes — et non sur des phrases creuses autour de la « démocratisation économique » et de la « participation à la vie publique » qui ne sont qu'un masque cachant — mal — une défense acharnée de la société bourgeoise. Face aux dernières réformes que le capitalisme sénile n'a pas encore été capable d'accomplir, ces champions de la démocratie ont d'ailleurs des positions plus que timorées, sinon ouvertement réactionnaires, comme en témoignent, par exemple, la question de l'avortement, auquel ils étaient hier franchement hostiles et qu'ils n'admettent aujourd'hui qu'avec les plus grandes réserves. En 1956 par exemple, tout en se déclarant en paroles contre les lois réprimant l'avortement, « ce drame moral effrayant » (J. Vermersch), le P.C.F. proposait dans les faits de s'en tenir à « l'avortement thérapeutique dans certains cas » (mais ce droit existait déjà !) et votait...

contre le projet de loi visant à autoriser la contraception (*Conférence devant le groupe parlementaire communiste*, 4 mai 1956).

Dans la phase de plein développement du capitalisme, la défense de la démocratie a toujours pour corollaire la défense de la conservation sociale; c'est là le fil continu qui guide l'opportuniste et le P.C., tout en parlant de la libération des femmes, parvient de plus en plus mal à cacher le fond de sa position qui est celle d'un attachement foncier à tout ce qui détermine leur oppression.

La participation des femmes à la production est un phénomène positif, répète-t-on à l'envi dans la presse opportuniste. Mais est-ce parce qu'en étendant aux femmes et aux enfants le travail salarié le capital augmente le nombre de ses fossoyeurs? Est-ce parce qu'en détruisant les fondements d'une famille que la société bourgeoise n'est pas à même de remplacer, le travail social de la femme accroît les contradictions qui minent le mode de production capitaliste? Est-ce parce que cette société est ainsi contrainte de créer les conditions de la socialisation du travail domestique? Pas du tout. En parti « responsable et soucieux de l'intérêt national », le P.C. considère qu'il est « absurde et ruineux de priver le pays de l'immense réserve d'intelligence, de capacité, d'initiative que des millions de femmes portent en elles » (G. Marchais, *La femme aujourd'hui et demain*), ou plus prosaïquement encore que « l'économie française ne peut se dispenser de cette main-d'œuvre » (*Les communistes et la condition de la femme*, p. 69). On ne saurait se faire plus clairement le défenseur du Capital! Ce dernier apprécie effectivement cette force de travail qui est pour lui une source fructueuse d'exploitation et de profits. Et tout naturellement, le P.C.F. assortit ces froides considérations de lieux communs si éculés que la bourgeoisie n'ose même plus les utiliser aujourd'hui, comme les bienfaits du travail... pour les travailleurs eux-mêmes! La participation des femmes à la vie économique, peut-on lire dans *Les communistes et la condition de la femme* (pp. 32-33), est une chose « positive pour elle-même et pour la société » [la société en général, bien entendu]; et aussi cette perle: « permettant l'épanouissement de sa personnalité, assurant son indépendance économique, le travail est pour la femme une condition déterminante de la conquête d'une véritable égalité ». Les ouvrières épuisées et abruties par l'usine apprécieront comme il convient cet éloge du travail salarié « source d'épanouissement de leur personnalité »!

La seule chose, et elle est importante, que nous attendions du travail de l'ouvrière, c'est qu'elle s'intègre en masse à la lutte contre le régime capitaliste. Pour le reste nous ne lui cachons pas qu'elle ne peut trouver dans le travail que l'exploitation sous toutes ses formes. Il est vrai que Marchais critique, un peu plus loin, « les conditions inhumaines dans lesquelles s'exerce ce travail », mais comme il s'agit pour lui de défauts et d'imperfections à éliminer par des réformes progressives et non de tares indissolublement liées à une société qu'il faut détruire, il ne reste au total que cette plate apologie du salariat, qui est l'aboutissement logique de la théorie d'une prétendue transformation pacifique du mode de production capitaliste.

Le comble, c'est qu'après avoir défendu le travail des femmes dans la société capitaliste, le secrétaire général déclare: « Nous communistes, loin de considérer que le travail doit être une obligation pour la femme, proclamons qu'elle devra avoir (sous le socialisme) la liberté de travailler ou de ne pas travailler selon son propre choix ». (*La femme aujourd'hui et demain*, p. 14). Nous disons que le communisme exige le retour des femmes à la production sociale, retour qui sera au contraire la condition préalable, enfin débarrassée de son caractère d'exploitation, de leur affran-

chissement. Parler de « liberté de travailler ou de ne pas travailler » n'aura alors pas le moindre sens (il n'en a pas non plus sous le capital pour l'ouvrière qui a le « choix » entre l'exploitation et le chômage). L'opportuniste, lui, encense le travail tant qu'il reste l'esclavage capitaliste, mais dénie par avance à la révolution prolétarienne le droit d'émanciper les femmes.

★

Mais, pour le P.C., les vertus du travail de la femme en régime capitaliste ne s'arrêtent pas là. Positif pour la nation, positif pour elle-même, il serait encore « positif pour le couple et la famille car dans le domaine du droit au travail comme dans celui des droits politiques sociaux et familiaux, il conduit à une forme supérieure de famille et concourt à son harmonie » (*La femme aujourd'hui et demain*). Comment en effet, ces défenseurs de la propriété, « fruit du travail et de l'épargne », pouvaient-ils rester insensibles devant le naufrage de la famille? Et la famille n'est-elle pas un des piliers de cet ordre social auquel l'opportuniste limitera toujours son horizon (y compris dans ce qu'il baptise socialisme) et dont la destruction lui paraît le plus grand des maux? « Depuis toujours les communistes se sont préoccupés des problèmes de la famille, du sort de l'enfance, de la natalité, [...] parce qu'ils ont un souci constant de l'intérêt national » (*Les communistes et la condition de la femme*, p. 63). [...] « C'est pourquoi le Parti communiste, en proposant les solutions en vue d'une démocratie avancée [...] est le seul défenseur conséquent de la famille, réduisant tous les facteurs matériels et moraux qui minent son équilibre, donnant toutes les chances à son épanouissement » (*idem*, p. 81). Dans l'action dissolvante du Capital sur la famille, ils ne voient pas l'une des prémisses de la société communiste mais une catastrophe qu'ils tentent, selon leur démarche habituelle, de conjurer par la conciliation des antagonismes. On arrive ainsi à ce comble de l'absurdité: prétendre sauver la famille (antisociale!) par le travail (social!) de la femme. Et le résultat de cette impossible conciliation serait « une forme supérieure de famille » dont le prolétariat serait dès aujourd'hui le porteur.

Quand Marx et Engels emploient

l'expression « forme supérieure de famille », il est clair qu'il s'agit pour eux du dépassement de la cellule familiale en tant qu'unité économique de la société, dans l'économie communiste; de l'établissement de rapports entre les sexes qui, enfin libérés de toute contrainte économique, prendront dès lors un caractère privé, c'est-à-dire qu'ils ne seront plus soumis, comme ils le sont aujourd'hui au travers de la structure familiale, aux nécessités du mode de production. Quand Engels écrit qu'au sein du prolétariat, les rapports entre les sexes annoncent ceux de la société future, c'est justement parce que dans le prolétariat le capital a détruit l'héritage et la propriété, fondements de la famille. Mais ce que le P.C. entend, lui, par « forme supérieure de famille », c'est la famille bourgeoise, restreinte aux parents et aux enfants, et qu'Engels décrivait comme « l'idéal du phillistin contemporain, fait de sentimentalisme et de scènes de ménage ». Et cette famille, ils veulent convaincre le prolétariat que c'est historiquement la sienne et qu'il doit la défendre!

D'ailleurs les solutions que le P.C.F. préconise pour replâtrer la sacro-sainte institution ne diffèrent en aucune façon de celles que propose la bourgeoisie. Des équipements sociaux et... les inévitables appareils ménagers, voilà la solution: « Le développement intense et rapide des sciences et techniques devrait pouvoir mettre à la portée de tous les foyers (sans que cela impose des privations) les appareils ménagers en mesure aujourd'hui d'aboutir à la mécanisation des travaux ménagers » (*Les communistes et la condition de la femme*, p. 44). C'est la position typique du petit-bourgeois réactionnaire qui défend la petite production contre la grande industrie et voudrait équiper l'artisan de machines perfectionnées mais anti-économiques (puisque le résultat en serait l'accroissement du gâchis de travail social); le progrès pour lui n'est pas le travail associé mais le travail individuel « réformé ». Comment pourrait-il concevoir cette « refonte de la petite économie domestique dans la grande économie socialiste » dont parlait Lénine et que la mécanisation des travaux ménagers met toujours plus à l'ordre du jour?

Mais l'élément fondamental, celui sur lequel repose l'équilibre relatif de cette famille bourgeoise

que l'opportuniste rêve d'étendre à toute la société, c'est... la bonne. Le P.C. y a pensé: « les travailleuses familiales à domicile — ce nouveau (sic) « métier » intéressant et mal connu (*re-sic*), actuellement privé de crédits publics — sont une solution d'avenir » (*Femmes, l'âge politique*, p. 175). Des bonnes pour tous, érigées en corps de fonctionnaires, voilà le dernier mot du « socialisme de notre temps ». Mais, rétorquerait le P.C., ce nouveau « métier » (est-ce un geste de pudeur qui lui a fait rajouter les guillemets?) serait « revalorisé » et, qui sait, la travailleuse familiale pourrait elle-même bénéficier du service de ses consœurs. Que déduire de cette dernière position, sinon la profonde imbecillité de gens qui prétendent conserver la division sociale du travail (donc les classes) sans les discriminations qu'elle implique directement?

En fait ce sont, comme toujours, les aspirations petites-bourgeoises que l'opportuniste s'efforce de faire partager au prolétariat. Cette femme, qui désire « jouer un rôle plus grand dans la nation » et qui trouve son émancipation dans la participation démocratique, cette femme pour qui le travail est tout à la fois une promotion et un épanouissement personnel, qui concilie avec bonheur sa carrière avec l'équilibre de son foyer, grâce à la bonne, au téléphone et à la machine à laver, c'est l'image idéalisée de la femme petite-bourgeoise telle que la présente la publicité capitaliste. Il est significatif que, dans ses textes sur la question féminine, le P.C. ait partout remplacé le terme d'« émancipation » par celui de « promotion », c'est-à-dire par un objectif aberrant si on le rapporte au prolétariat appelé à connaître non pas une quelconque « promotion » mais à détruire toutes les classes y compris la sienne et qui ne peut être que celui des couches moyennes et de l'aristocratie ouvrière qui consacrent toute leur énergie à lutter contre la prolétarisation à laquelle les conduit le capital, et à singer leurs maîtres.

Ceux qui défendent les intérêts égoïstes de ces couches, qui redoutent plus encore tout bouleversement d'un ordre social qui est le leur, pouvaient-ils proposer aux femmes autre chose que la vieille devise bourgeoise: Travail, Famille, Patrie?

la tranchée reste ouverte

(Suite de la page 1)

Qui a rempli les prisons de militants révolutionnaires au cours des deux premières années de la guerre civile, sinon les gouvernements socialistes de Largo Caballero et de Negrín, ces serviteurs inconscients ou volontaires des stratèges du « socialisme dans un seul pays »?

Qui, en mai 1937, a massacré les anarchistes de Barcelone, avant de recommencer avec les paratrotkystes du POUM et les ouvriers en révolte, sinon les staliniens du PCE, au cri cyniquement répété de « la guerre d'abord, la révolution ensuite », autre façon de dire: « la révolution jamais »?

Qui, un peu plus tôt, au cours de l'été crucial de 1936, a d'abord freiné puis dévié l'élan des prolétaires qui, seuls et presque sans armes, coupaient la route aux troupes coloniales accourues en toute hâte du Maroc, en occupant d'eux-mêmes les usines, les champs et les casernes? Qui, sinon toute la cohorte de l'antifascisme démocratique, socialistes et staliniens en tête?

Qui s'est contenté de regarder, en lésinant même sur de misérables secours, pendant que l'Allemagne et l'Italie inondaient d'armes la péninsule ibérique, sinon la démocratie internationale (y compris l'URSS, d'ailleurs occupée à éliminer la Vieille Garde bolchévique), cette démocratie internationale aujourd'hui si critique à l'égard du franquisme?

Et d'autre part, dans quel nœud coulant ont-ils mis la tête, les anarchistes et les trotkystes, avant d'avoir l'honneur d'être trucidés par les colombes de Staline plutôt que par les sbires de Franco, sinon dans celui de la « défense de l'ordre républicain », ou celui de l'« unité prolétarienne » avec les « lieutenants de la bourgeoisie dans les rangs du prolétariat » au prix du partage des responsabilités gouvernementales avec les bourreaux en second du camp antifasciste?

Et quelle leçon peut bien jaillir de cette immense tragédie, sinon que les fronts interclassistes signifient la mort pour tout mouvement insurrectionnel authentique du prolétariat, et même pour toute révolte de paysans? Quelle leçon, sinon que la démocratie antifasciste est aujourd'hui la solution de rechange la plus économique pour rendre plus aisée l'énième transmission des pouvoirs, en berçant l'immense armée des parias de l'illusion mortelle selon laquelle l'Etat bourgeois pourrait être autre chose que la dictature de la classe dominante, autre chose, à l'époque impérialiste que le pouvoir concentré, totalitaire, féroce, policier, des seigneurs du capital et de la terre? Quelle leçon, sinon que la « réconciliation nationale »

veut dire le « désarmement des ouvriers » et donc la voie libre pour la répression légale et, si cela ne suffit pas, illégale?

Ce qu'il faut, c'est détruire l'Etat bourgeois dans ses fondements, et non pas « réformer » ses mécanismes! Ce qu'il faut, c'est briser la fausse « unité de la nation » — avec son cortège de prêtres et de flics, d'intellectuels humanistes et de laquais politiques pleins de recettes pour en sortir, avec son cortège de généraux et de bonzes, de têtes couronnées et de candidats à la présidence de la République — et non pas recourir ses déchirements! Ce qu'il faut, c'est rompre le lien entre la classe ouvrière et l'opportuniste de toutes les espèces, avant que la poigne de fer d'un régime moribond ne soit remplacée par la poigne de fer d'un régime à la façade remise à neuf pour masquer et maintenir en vie une honte séculaire!

Ce n'est pas sur le cadavre de Franco que tournent les vautours de la démocratie interclassiste, mais sur le corps vivant et menaçant d'un prolétariat qui méprise en vertu d'une vieille tradition les règles d'un jeu infâme qui n'est pas le sien. C'est pour cela qu'eux se reconcilient. C'est pour cela qu'il ne faut pas leur accorder de trêve, mais poursuivre contre eux une lutte qui ne doit pas s'arrêter avec la fin du franquisme.

Lisez et diffusez :

PROGRAMME
COMMUNISTE

★

COMMUNIST
PROGRAM

★

EL PROGRAMA
COMUNISTA

L'Angola et l'Europe

Quinze ans après la grande vague de l'indépendance africaine, la lutte courageuse des masses exploitées de Luanda a fait plier le genou à l'impérialisme de Lisbonne, arrachant l'indépendance de l'Angola, après celle de la Guinée et du Mozambique. Mais leur lutte, même pour la simple indépendance politique, et à plus forte raison pour l'émancipation complète de l'impérialisme, est loin d'être finie.

Des impérialismes autrement plus puissants que l'impérialisme portugais ont un pied en Angola et contribuent à en faire un nouveau Congo. Sans parler de Lisbonne dont il serait superficiel de croire qu'il n'a plus aucune responsabilité dans la tragédie angolaise, Paris notamment soutient le FNLA et l'UNITA à côté des autres brigands européens et du rapace américain auquel s'est joint la Chine, qui n'hésite pas à risquer le peu de prestige qui lui reste aux yeux des révolutionnaires africains, pour la défense de ses intérêts nationaux.

Face à eux, la Russie aide le MPLA; mais cette aide est toujours susceptible d'être sacrifiée pour quelque arrangement international (le souvenir de Lumumba n'est pas si lointain), et d'être transformée en pression pour un accord avec les FNLA et autres UNITA, comme celui qui existerait aujourd'hui si les masses de Luanda n'étaient pas intervenues d'une façon révolutionnaire contre cette entente qui les paralysait.

Mais l'impérialisme n'est pas en Angola en simple

pillier. Il y est aussi en gendarme. L'incendie angolais ne menace pas seulement de se communiquer à toute l'Afrique australe: l'Afrique reste pour l'essentiel une chasse gardée de l'Europe, et si elle prenait feu, un coup formidable serait porté au cœur de l'Europe impérialiste. C'est pourquoi le sort des masses exploitées d'Afrique et celui des prolétaires d'Europe sont si étroitement liés: ensemble ils sont enchaînés, ensemble ils devront vaincre.

Une lutte vigoureuse des prolétaires d'Europe serait aujourd'hui d'un grand poids pour desserrer les mâchoires du terrible étouffement qui menace d'écraser la lutte des prolétaires et des masses exploitées d'Angola et de toute l'Afrique australe.

Mais, pour mener à bien cette lutte, il faut aussi combattre l'autre pilier de cet ordre infâme: les faux partis ouvriers, opportunistes et social-impérialistes, qui s'efforcent aujourd'hui au Portugal de stériliser la lutte ouvrière qui répond instinctivement aux coups des masses révolutionnaires d'Afrique — dans des conditions plus difficiles pour eux, il est vrai, qu'hier en Belgique ou en France. Ce combat est aussi la condition pour que le vaillant prolétariat d'Afrique se donne un parti de classe indépendant, qui, en ayant pour but le communisme, soit capable de mener de façon conséquente la lutte démocratique et anti-impérialiste.

A bas l'impérialisme et le réformisme! Vive l'union fraternelle des prolétaires d'Europe et d'Afrique!

Contre toute expulsion !

A Marseille, à Lyon, partout en France, des travailleurs immigrés sont raflés par la police, retenus au secret dans des centres de « tri », ou immédiatement expulsés. L'Etat cherche ainsi, non pas tant à éliminer les sans-papiers (le patronat continue à employer cette main-d'œuvre sous-payée, souvent de préférence aux titulaires de la carte de travail, qui se retrouvent en chômage!), qu'à entretenir la peur et l'insécurité parmi les immigrés, pour les intimider et étouffer leur combativité.

Un militant ouvrier tunisien, ARFAOUI Bechir, est actuellement menacé d'expulsion: il doit passer devant une commission d'appel le 5 décembre à Paris.

Sa Déclaration, que nous publions ci-dessous, met en évidence la responsabilité écrasante de l'impérialisme français dans la misère des masses africaines, et la complicité des Etats tunisiens et français (concrétisée par la présence de la police tunisienne dans le bureau où son expulsion lui a été notifiée), et montre la nécessité matérielle qui pousse les travailleurs à immigrer, nécessité niée par tous les partisans ouverts ou hypocrites d'une « rationalisation » de l'immigration qui ne fait que couvrir les tracasseries et l'oppression des travailleurs migrants. En l'absence d'un front de classe actif contre l'offensive bourgeoise, il est tout à fait compréhensible que ces travailleurs adressent un appel à « toutes les organisations ouvrières et démocratiques ». Mais les besoins de la lutte de classe affirmés dans cette déclaration devront forcément entrer en contradiction non seulement avec les perspectives légalistes et humanitaires de mouvements du type Défense des droits de l'homme, ou Ligue contre le racisme, mais aussi avec les directions social-chauvines des syndicats et les « partis de gauche » qui, non constants de laisser les immigrés isolés face à la répression, s'offrent à collaborer avec l'Etat bourgeois pour un « contrôle démocratique » de l'immigration.

Le refus par les travailleurs français de toute complicité chauvine avec leur bourgeoisie, une solidarité physique active contre le terrorisme policier et toutes les formes de répression, voilà ce qu'exige la défense d'Arfaoui Bechir et de ses camarades immigrés.

Moi, ARFAOUI Bechir, je suis travailleur immigré tunisien en France depuis 1971, et mon histoire est la même que celle de millions de mes frères qui ont quitté leurs pays et subissent ici une dure exploitation.

Comme eux, je ne voulais pas venir en France, mais en Tunisie on n'arrive plus à vivre sur la terre comme paysan, les salaires sont trop faibles pour nourrir toute la famille et il y a le chômage massif. Quinze ans après l'indépendance, ce sont toujours les gouvernements et les patrons impérialistes qui dominent le pays: ils prennent nos richesses et exploitent les travailleurs de notre peuple comme immigrés, et notre gouvernement réprime les travailleurs qui luttent contre cette situation.

Je suis arrivé en France en 1971, et j'ai été surexploité comme « sans papiers ». Je parlais mal le Français, j'étais isolé et obligé d'accepter plus de 10 heures par jour à 3 F de l'heure, 100 F par personne et par mois pour une chambre de 8 ouvriers, sans sécurité sociale, sous la menace de l'expulsion.

A cette époque, les travailleurs immigrés commençaient à ne plus se laisser faire, et à se regrouper pour lutter eux-mêmes pour leurs droits de travailleurs et contre la circulaire Fontanet. J'ai fait la grève de la faim à l'Eglise de Ménilmontant en avril 1973 avec 55 camarades. Au bout de 14 jours, j'ai été envoyé à l'hôpital par le médecin, et j'y suis resté 26 jours. Nous avons gagné et j'ai obtenu les cartes de travail et de séjour.

Mais après, je restais un ouvrier immigré, avec un dur travail dans le bâtiment, mal payé, victime du racisme et de la répression policière; et j'ai compris que pour les travailleurs, il ne faut jamais arrê-

ter de lutter, de résister contre l'exploitation par les patrons. C'est pour cela que j'ai participé aux mobilisations et aux luttes des travailleurs immigrés en soutenant les camarades qui luttent pour leurs papiers et contre le contrôle de l'immigration. Je me suis mobilisé avec des milliers de camarades contre les crimes racistes (Marseille, Diab, Bechir Rassaa), j'ai soutenu les travailleurs en grève dans les foyers et les usines.

Je suis allé à Lip et au Larzac parce que les travailleurs français et immigrés ont les mêmes intérêts dans la lutte. La division entre les ouvriers profite seulement au gouvernement et aux patrons; c'est pour cela qu'il faut obtenir l'égalité totale des droits entre travailleurs français et immigrés, et supprimer tout contrôle de l'immigration qui limite nos libertés de travailleurs et nous divise.

Nous, immigrés, nous avons besoin d'avoir des organisations autonomes de travailleurs immigrés pour organiser nos luttes, pour pouvoir prendre la parole, défendre nos propres revendications, et maintenir les liens avec les luttes des travailleurs de notre pays. Ouvrier arabe, j'ai soutenu le combat anti-impérialiste du peuple palestinien, ancien membre du Mouvement des Travailleurs Arabes (MTA), je suis aujourd'hui membre du Front des Travailleurs Arabes (FTA).

Aujourd'hui la situation des immigrés ne fait que s'aggraver; l'augmentation du chômage et la crise du capitalisme, dont nous ne sommes pas responsables, nous touchent particulièrement. (En un an, le nombre d'immigrés chômeurs a augmenté de 163%, contre 88% pour l'ensemble).

Nous subissons les réductions de salaires, la hausse des prix et surtout la hausse des loyers.

Mais cette crise touche tous les travailleurs, qu'ils soient français ou immigrés. Aussi les luttes des travailleurs immigrés se renforcent, comme dans les foyers (Sonacotra...), et côte à côte avec les travailleurs français, comme à Chausson.

C'est pour cela que le ministre Poniatowski veut nous isoler encore plus et bloquer nos luttes par la répression. Les expulsions se multiplient, les flics quadrillent nos quartiers en permanence, et maintenant ils veulent expulser les mi-

litants comme moi pour intimider l'ensemble des travailleurs immigrés.

Le prétexte contre moi, c'est que j'ai été condamné à deux mois de prison ferme et deux avec sursis, en août, pour outrages à agents et rébellion, parce que j'avais protesté contre les pratiques racistes des flics à Barbès contre des immigrés.

Lutter contre tout cela, s'est l'affaire de toute la classe ouvrière. L'unité entre Français et immigrés est plus que jamais nécessaire, et les travailleurs français et leurs organisations doivent prendre en charge réellement la défense des travailleurs immigrés, le soutien à leurs luttes, l'organisation de la défense commune contre le chômage, la répression et la division. C'est pour cela que je suis syndiqué à l'U.L. CFDT 18e, et que j'ai travaillé dans les commissions chômage et immigrés depuis le printemps 75.

C'est dans ce sens que j'appelle mes frères ouvriers immigrés, tous les travailleurs, toutes les organisations ouvrières et démocratiques françaises et immigrées, à empêcher aujourd'hui mon expulsion.

Mais même si j'étais expulsé, je sais que les luttes se développeront, et moi, partout où je serai, je continuerai à lutter comme travailleur.

— A bas la réglementation répressive de l'immigration.

— Vive les luttes des travailleurs immigrés.

— Egalité totale des droits entre ouvriers français et immigrés.

— Contre le chômage, la répression, les expulsions et la division,

TRAVAILLEURS FRANÇAIS
ET IMMIGRÉS,
MEME COMBAT !

CAMARADES !

● Un Comité de Soutien à ARFAOUI Béchir ouvert à tous s'est constitué. Prenez contact: 37 bis, rue des Maronites (Paris-20^e), le lundi et le jeudi à 18 h 30.

● Apportez votre soutien financier! Vous pouvez adresser votre contribution (chèque bancaire ou postal) au Proletaire, 20, rue Jean-Bouton, 75012 Paris, avec la mention: ARFAOUI Béchir.

Les pompiers sociaux

● Défense forcée de la production.

Lorsque, début septembre, les deux cents ouvrières des Etablissements Desombre, une chemiserie de Fives-Lille, sont rentrées de congé, elles ont appris que l'entreprise allait déposer son bilan et serait mise en liquidation le 12 novembre.

Les syndicats F.O. mais surtout la C.F.D.T. proposèrent alors aux ouvrières d'empêcher la sortie des produits manufacturés... tout en continuant à travailler jusqu'au 12 novembre, date à laquelle elles seraient jetées sur le pavé. Tout ceci fut assorti des traditionnelles visites aux pouvoirs publics. Ainsi le patron continuait à mener son affaire le plus tranquillement du monde. Quant au blocage des marchandises auquel veillait de nuit une dizaine d'ouvrières, il révéla sa sinistre dérision lorsque le 20 octobre, à 3 heures du matin, le patron décida d'y mettre fin en envoyant une centaine de flics embarquer la quasi-totalité des stocks.

Le lendemain la C.F.D.T. interdit l'entrée de l'usine à la maîtrise et au patron mais assura imperturbablement la production.

Une fois de plus, malgré les vantardises de la C.F.D.T., les faits sont là: les productivistes auto-gestionnaires montrent leur vrai visage, celui d'assureurs tous risques de la production capitaliste.

● La C.G.T. s'écarte, la direction frappe.

A Rhône-Poulenc, le patronat prépare les conditions des licenciements massifs projetés. Le 16 octobre à Vitry, deux ouvriers sont licenciés pour des motifs futiles. Les travailleurs réagissent par une démonstration. Le 20 octobre, 500 ouvriers rassemblés à l'appel des trois syndicats (C.G.T., C.F.D.T., F.O.), décident d'occuper les bâtiments de la direction pour obtenir la réintégration de leurs camarades et de nouveaux arrivent à la rescousse.

Le soir, la C.G.T. se désolidarise publiquement du mouvement, jetant le trouble parmi les travailleurs. Ceux qui continuent l'occupation seront brutalement évacués par la police.

Alors que le meeting du jeudi 23 rassemble 500 travailleurs, la C.G.T. dénoncera, non la direction mais « ceux qui ont prêté le flanc à la répression policière », allant jusqu'à insinuer que les courageux travailleurs qui ont voulu s'opposer à l'offensive de la direction sont... « payés par elle »! Pendant ce temps, le bilan est: trois nouveaux travailleurs licenciés, dont deux délégués syndicaux, cinquante mises à pied et poursuites judiciaires.

● Centralisation des luttes ?

Quand Maire et Séguy se mettent à répéter à qui mieux mieux que « l'heure n'est pas à la généralisation hâtive des grèves », ou que « les conditions ne sont pas mûres pour une action d'envergure », ce n'est pas bien sûr parce qu'ils guettent le moment favorable pour une bataille qui permettrait à la classe ouvrière de marquer un point, et qu'ils préparent cette bataille; c'est parce que, pour eux, l'heure n'est jamais à la centralisation des luttes, même lorsqu'une quantité de conflits restent éparpillés et isolés, car l'heure n'est jamais à la lutte.

La lutte des soldats

(Suite de la page 1)

Prolétaires, Camarades !

NE LAISSONS PAS NOS FRERES EN PROIE AUX COUPS IMPUNIS DES OFFICIERS! LA LUTTE DE NOS FRERES SOUS L'UNIFORME EST NOTRE LUTTE !

Que ceux qui comprennent cette exigence élémentaire s'organisent, dans les syndicats comme hors d'eux, pour renouer avec la saine et glorieuse tradition de l'antimilitarisme de classe! Lutons dans les réunions syndicales et les assemblées ouvrières pour qu'elles se désolidarisent de la position ignoble de ceux qui prétendent diriger nos luttes et qu'elles épaulent matériellement et moralement la lutte de nos frères.

POUR LE DROIT DES SOLDATS A L'ORGANISATION !

SOUTIEN AUX REVENDICATIONS DES SOLDATS !

A BAS LE MILITARISME BOURGEOIS ET SES VALETS, LES DIRIGEANTS REFORMISTES !

VIVE L'UNITE DE CLASSE DES PROLETAIRES DE L'USINE ET DE LA CASERNE !

Groupes syndicaux du
Parti Communiste International,
10 novembre 1975.

(tract diffusé par nos militants)

L'attitude honteuse de l'opportunisme

● **POUR LE PCF**, « le fait qu'il n'y ait à l'armée ni employeurs ni employés, ni patrons ni salariés, retire beaucoup de son opportunité à l'organisation syndicale. Celle-ci ne risquerait-elle pas de dévoyer vers l'encadrement un mécontentement dont la politique du pouvoir porte sur la responsabilité dernière? L'antimilitarisme [horreur!] prendrait alors le relai de la nécessaire action [etc...] (Huma du 6-11) ».

● **POUR LE PS**, l'argument, calqué sur celui du PCF, est que « l'initiative de Besançon est paradoxalement de même nature [que celles de la droite] car tout ce qui tend à affaiblir l'outil de la défense, donc la défense, rend service à ceux qui voudraient préparer une armée prétorienne (Le Monde du 7-11) ».

● **POUR LA CGT**, il faut préconiser « la reconnaissance du droit d'association, la constitution de commissions composées de délégués soldats et d'hommes du commandement (L'Huma du 6-11) ».

● **POUR FO**, il est clair que les « apprentis sorciers de Besançon et d'ailleurs, s'ils étaient suivis, nous conduiraient vers de dangereuses aventures » et qu'« introduire le syndicalisme dans l'armée, c'est dévoyer le mouvement syndical (Le Monde des 9-10/11) ».

● **POUR LA CFDT**, enfin, l'attitude de l'union locale de Besançon est condamnable, car, comme l'a dit J. Moreau, « nous ne syndiquons que des salariés (Libé des 8-9/11) », et on comprend qu'elle s'intéresse beaucoup au sort des militaires de carrière qui, eux, sont... salariés. Quant aux appelés, ils doivent participer à des formes « plus larges et les plus unitaires possibles », qui n'aient bien entendu rien à voir avec « une offensive pour détruire l'armée et créer le désordre (Le Monde des 9-10/11) ».

● **POUR TOUS**, en résumé, pour tous les opportunistes, qui vivent des miettes concédées par leurs maîtres pour leur collaboration au maintien de l'ordre établi, un seul mot d'ordre: « pas de défense des soldats sans l'autorisation expressément venant par la voie hiérarchique! », ou encore: « Gallifet avec nous! ».

Nous renvoyons le lecteur à notre série sur la lutte des soldats, parue dans les Proletaire n° 200 à 202, et notamment le dernier des trois, consacré à la question de l'organisation des soldats.

Vient de paraître :

**SOLIDARITE DE CLASSE
AVEC LA LUTTE DES
PROLETAIRES IMMIGRES**

Lecteurs, sympathisants, cette nouvelle brochure est une arme de combat! Diffusez-la le plus largement possible!

Commandes au Proletaire.

Prix 3 F.

(Suite de la page 1)

avantages liés à l'empire, etc. Si elle est moins apte à stériliser l'agitation sociale, elle permet du moins à un Portugal ménageant le statu quo international de compter sur l'aide économique européenne et sur l'aide bien plus importante encore des grands gendarmes occidentaux pour maintenir l'ordre.

Cette dernière solution, de droite, a eu finalement gain de cause, et il est facile de comprendre pourquoi. La longue tradition de servilité de la bourgeoisie portugaise, fortement ravivée sous la pression de la CEE et de l'OTAN, la poussait déjà à se prostituer une enième fois à l'Europe. Et à cela est venu s'ajouter un autre facteur de poids : la peur de l'agitation sociale qui a trouvée une brèche dans les querelles entre les fractions bourgeoises. Pour contraindre cette agitation (condition posée par l'impérialisme à toute aide), la droite doit utiliser la méthode directe, autoritaire, car elle ne peut parler aux masses le langage mensonger du romantisme tiermondiste et socialisant, comme sait le faire la gauche.

Quant à cette dernière, l'aplatissement de Gonçalves et Carvalho — sans parler de Cunha, dont la fonction n'est pas tant d'avoir des projets de grande politique que d'avoir une gamme de moyens précis pour stériliser la lutte ouvrière — montre bien les limites du jeu de ses tenants par rapports à la droite, et confirme que sa méthode spécifique de gouvernement (et d'opposition) sait utilement compléter celle de la droite.

C'est donc courir à la catastrophe que de chercher dans les querelles entre la gauche et la droite « l'expression de positions de classes antagoniques ».

*

A quels problèmes est confrontée la bourgeoisie portugaise ?

Le Ve gouvernement a lâché un semblant de début de réforme agraire, sous la poussée des prolétaires et des semi-prolétaires des campagnes (et encore ne faut-il pas exagérer ce phénomène : il ne semble pas que plus de 300.000 hectares de terres aient été occupés). Et il n'a pas tranché la question de l'indemnisation, qui est remise à des temps plus calmes.

Pour ce qui est de l'industrie, une bonne partie a été nationalisée, selon les vœux de larges secteurs de la bourgeoisie qui a lâché la bride (et ces nationalisations sont apparues comme une victoire du mouvement populaire, illusion d'optique dont la bourgeoisie tire profit en canalisant contre le mouvement ouvrier l'amertume des bataillons de cadres et d'employés « restructurés ») et la question de l'indemnisation reste à trancher. De plus si de nombreuses petites entreprises sont entre les mains des travailleurs qui se sont mis au « contrôle de la production » pour éviter le chômage, il est bien clair que nombre de ces entreprises doivent être, non pas restituées à leurs propriétaires, mais éliminées afin d'assainir la structure économique.

L'agitation et les grèves permanentes empêchent toute solution de la crise économique, et là-dessus

presse internationale

Voici le sommaire de N° 20 (24 octobre 1975) de

il programma comunista

- Il riformismo tradisce due volte i proletari: nei loro obiettivi storici e nei loro interessi immediati
- Il programma antiproletario dell'opportunismo
- Un sindacato davvero di classe
- Il babau della reazione
- Un passo avanti e due indietro
- Spagna: la borghesia e l'opportunismo preparano il «dopo Franco» (II)
- Portogallo: Anche la via democratica ha la sua «normalizzazione»; e: Il test della questione coloniale (II)
- Crisi e Giappone
- Cina: Agnelli, aiutaci tu!
- Contro il crumiraggio in divisa
- No ai confini nazionali borghesi
- Intercambiabilità delle funzioni
- Viva i ribelli proletari delle «favelas» brasiliane!

L'offensive bourgeoise au Portugal

tous les partis sont d'accord : ce qu'il faut c'est « le retour au travail » et l'austérité.

D'un autre côté, l'éclatement de la guerre ouverte en Angola a rompu les équilibres péniblement recherchés par le MFA, au point de pousser la bourgeoisie à aller plus loin que prévu : elle n'a pu par exemple empêcher le retour des colons d'Afrique ; et si l'armée coloniale a continué son « œuvre civilisatrice » en épaulant çà et là le FLNA et l'UNITA et empêché les masses coloniales de démanteler le pouvoir colonial, elle n'a pu être renforcée par un apport métropolitain pourtant prévu par les accords d'Alvor et souhaité à plusieurs reprises en juillet par l'état-major. C'est qu'au coup porté par les masses révolutionnaires de Luanda a répondu dans l'armée portugaise une résistance des soldats qui a permis un début d'organisation que le MFA avait d'ailleurs essayé de prévenir par une démagogie participationniste quand il fut clair qu'il ne pouvait plus s'y opposer ouvertement.

Les ouvriers combattifs et les soldats ont accueilli le VIe gouvernement comme une insulte et comme le symbole de l'offensive capitaliste. Ils ne s'y sont pas trompés. Nous saluons de tout cœur les soldats qui ont notamment réagi par des manifestations et des actes d'indiscipline. Hélas, si des comités ont un moment paralysé la hiérarchie militaire et empêché que soient exécutés des ordres dirigés contre le mouvement ouvrier — ce qui est un fait hautement positif —, cela ne signifie pas que ce mouvement ait été général : dans des dizaines d'autres cas l'état-major est parvenu à ses fins en remodelant son appareil, en déplaçant des officiers et des gouverneurs, en galvanisant la police politique (PSP) et la garde républicaine (GNR) toujours en place, en préparant de nouveaux organes d'intervention et de répression comme l'AMI. Quant à présenter la saine réaction des soldats comme un pas vers le démantèlement de l'armée, c'est insensé. Un mouvement plus large aurait pour cela été indispensable, mais n'aurait signifié qu'une condition de ce démantèlement : en effet paralyser la hiérarchie militaire ne peut suffire. Il faut encore qu'existe une force capable de la briser. Et encore, ceci est impossible sans l'insurrection armée. Or, l'orientation donnée aux SUV, qui perpétue les illusions propagées par la gauche du MFA, limite les comités de soldats à un mouvement contestataire qui, s'il prend appui sur les revendications économiques et politiques des soldats, ne parvient pas à dépasser l'objectif général du déplacement de certains officiers, ce qui le condamne à se mettre tôt ou tard à la traîne de l'opportunisme.

Il ne faut pas oublier qu'à l'ombre de l'Etat qui poursuit son chemin les larbins du PCP accomplissent leur sale besogne. Voici ce que dit Azevedo des « communistes » portugais dans une interview au *Time* du 20 octobre dernier : « Je suis certain qu'ils me soutiennent suffisamment. Pas très fermement, mais assez cependant pour que je puisse travailler avec eux ». Ceux qui s'imaginent que le PCP est en train de passer, bien que de façon inconsciente, du côté des travailleurs, risquent d'avoir des lendemains douloureux. Ils ne s'aperçoivent pas que s'il est utile au gouvernement pour être mouillé vis-à-vis des classes moyennes ruinées par la chute de l'empire et servir de bouc émissaire à leurs réactions, il est également utile qu'il ait un pied dans l'oppo-

sition pour pouvoir canaliser les réactions des ouvriers de la ville et de la campagne et des soldats sur le terrain de la lutte pour un simple changement de gouvernement, pour la constitution duquel il ne cesse de discuter avec le tant critiqué Soares et avec toute la hiérarchie militaire, en disant bien que de toute façon il fera partie de toutes les combinaisons tant qu'on ne le congédiera pas, c'est-à-dire tant que la bourgeoisie n'aura pas décidé que sa place est dans l'opposition ou même dans la... clandestinité. Ainsi la bourgeoisie, qui a trouvé une solution provisoire à ses dissensions dans l'hommage à l'Europe, utilise tous les moyens pour renforcer son appareil d'Etat, en même temps qu'elle tente de restaurer la discipline par tous les mensonges à sa disposition, afin de « remettre le Portugal au travail ». C'est là le sens de l'offensive des deux derniers mois.

*

Face à cette situation, l'« extrême gauche » s'enivre de paroles sur l'« offensive » du « pouvoir populaire » qui ne rompt ni avec les institutions ni avec les partis qui les défendent. Elle ne veut pas voir que les fameuses commissions ouvrières, qu'elle présente comme la recette miraculeuse de l'autonomie de classe, non seulement ne parviennent pas, grâce à sa politique, à contrer les manœuvres de l'opportunisme, mais encore qu'elles tombent de plus en plus sous son contrôle, comme l'atteste la manifestation du 23 octobre (1). En dépit de sa curieuse « théorie de l'offensive » nouvelle manière, donne-t-elle au moins une réponse réelle aux exigences de la défense prolétarienne contre l'offensive de la bourgeoisie ?

Les partis « d'extrême gauche » notent, avec juste raison, que la bourgeoisie compte beaucoup, pour la constitution d'une nouvelle force de répression, sur les déracinés réfugiés d'Angola et les troupes spéciales qui vont en revenir, chrétiennement éduqués dans la « chasse au nègre ». Mais le FUR s'est bien gardé, dans son Manifeste du 10 septembre, d'agiter la revendication du retrait immédiat des troupes d'Angola. Or cette revendication n'aurait pas seulement trouvé un écho favorable chez les soldats menacés de repartir en Afrique ; son succès aurait préparé un terrain extrêmement favorable pour un élan des masses coloniales, même en dépit de la direction du MPLA, et créé les meilleures conditions pour une débânde des forces les plus réactionnaires en Angola — et par contre-coup en métropole —, pour une désorganisation des troupes spéciales. Et en même temps, on pouvait espérer ouvrir une brèche plus grande pour une lutte qui se place réellement sur un terrain d'opposition complète à l'Etat portugais. Au lieu de cela, le point 12 du plan d'action immédiat réclame « la lutte pour l'alliance révolutionnaire des travailleurs portugais avec le peuple angolais, représenté par son unique mouvement de libération, le MPLA ». Quant au point 11 il revendique « la lutte pour l'indépendance nationale face à l'impérialisme et à tout bloc politico-militaire, lutte basée sur l'alliance avec les pays anti-impérialistes », etc. Bref, il s'agit du programme de la gauche du MFA, un programme marqué de l'infamie du chauvinisme et qui permet de canaliser la lutte vers une réforme de l'Etat tandis que l'on abandonne la lutte radicale contre le colonialisme.

A l'occasion des élections qui ont eu lieu en Suisse en octobre, nos camarades de langue française ont publié le *Supplément n° 4 au Proletaire*, qui a le titre suivant :

CONTRE LA MYSTIFICATION ELECTORALE : ABSTENTIONNISTE DE CLASSE !

En voici le sommaire :

- Un cadavre à la peau dure : le crétinisme parlementaire ;
- Le programme électoral du P.S.T. est son programme tout court : démocratie musclée et paix du travail « communiste » ;
- La L.M.R. toujours à la remorque de l'opportunisme ;
- A l'appel aux urnes, opposons l'appel à la lutte de classe (ce tract a été diffusé par nos militants en français, en allemand et en italien).

Le point 1 prévoit bien « l'organisation de l'auto-défense, en particulier à travers les organisations de pouvoir populaire, face aux attaques armées de la réaction capitaliste ». Mais que signifie l'auto-défense à travers des organisations contrôlées par l'opportunisme qui tente de les maintenir dans les limites compatibles avec l'unité de l'armée ? Que signifie l'auto-défense quand on attend l'armement des travailleurs d'un prétendu « gouvernement révolutionnaire » qui resterait en réalité le jouet d'une hiérarchie militaire laissée intacte ? Quand le FSP et le PRP-BR lient la création de Comités de vigilance ou de défense de la population au « désarmement des partis non armés OFFICIELLEMENT » (sic !) (*Manifesto* des 3-17 juillet 75), cela ne revient-il pas à travailler d'une autre façon au résultat recherché par le MFA, pour qui l'auto-défense — mais dans ce cas, le terme devient impropre — doit être contrôlée par l'armée (2) ? Quant au MES, il revendique la « subordination de la défense armée des populations à l'affirmation du Pouvoir Ouvrier et Populaire (*Manifesto*, 3-17 juillet 75) » : est-ce à dire qu'il faut prendre le pouvoir avant de pouvoir s'armer ?

On peut imaginer à quelle paralysie de telles positions condamnent les ouvriers qui veulent se défendre de façon indépendante. Et on ne peut s'empêcher de penser que ces ouvriers ou groupes d'ouvriers seraient, dans ces conditions, voués, devant les appels répétés à rendre les armes détournées, à un coup de tête aussi gêné qu'inefficace. Par ailleurs, que propose le FUR pour les paysans ? D'un côté la « nationalisation sans indemnités des entreprises agricoles » (point 6) et, de l'autre côté, « la lutte pour l'approfondissement et la généralisation de la réforme agraire ». Peut-il y avoir une contradiction plus grande qu'entre ces deux points qui oscillent entre une solution radicale et une solution qui n'existe pas ? La première revendication exige, à moins de légèreté impardonnable, la destruction d'une hiérarchie militaire qui est le meilleur soutien des propriétaires fonciers, mais cette solution, on ne la prépare pas. Quant à la seconde revendication, que peut bien signifier « l'approfondissement » d'une réforme agraire pratiquement inexistante, sinon qu'on attend de voir, au lieu d'avancer un véritable programme agraire propre à stimuler l'énergie des paysans, et au lieu de les aider à parer les coups prévisibles par lesquels le gouvernement cherchera à réinstaller les propriétaires qui pour l'instant ont pris des vacances.

Pour les ouvriers de l'industrie, le point 6 revendique la lutte « pour la nationalisation, sans indemnisation et sous le contrôle des travailleurs, des grandes entreprises, des banques et compagnies d'assurances étrangères », et le point 7 « la lutte pour la généralisation du contrôle ouvrier ». Quant au point 9 il prévoit « la lutte contre les licenciements et pour le plein emploi des travailleurs » et le point 10 celle « contre la cherté de la vie qui atteint le peuple travailleur de la ville et de la campagne, cherté qui bénéficie particulièrement aux intermédiaires parasites ».

Encore une fois, la revendication des « nationalisations sans indemnisation » et celle du « contrôle ouvrier » sont posées indépendamment

(1) Il est significatif que cette manifestation ait été suivie, après que cet article ait été rédigé, de la déclaration de l'état d'urgence par le COPCON, sous le prétexte d'attentats d'extrême-droite. Quelle aubaine pour le rétablissement de l'ordre dans les casernes, prélude au nettoyage des éléments combattifs par le moyen « élégant » du renvoi dans les foyers !

(2) Il est précisé au point 1.5 du Plan d'action politique du MFA adopté le 21 juin : « Les organisations civiles armées, qu'elles soient ou non liées à des partis, ne seront pas tolérées ; cependant, les organisations populaires, mais sur l'initiative du MFA et sous son contrôle et son encadrement, pourraient être amenées, en cas d'urgence nationale, à prendre en charge des tâches d'autodéfense de points stratégiques ».

ment de la question du pouvoir politique et deviennent donc, sans ce lien indispensable, un simple mirage propre à assurer, avec le minimum de heurts autorisé par la lutte sociale, une transition vers la « restructuration » de l'industrie cherchée par la bourgeoisie portugaise. De l'autre côté, hormis la lutte contre les licenciements, on ne propose aux ouvriers que des revendications insignifiantes ou bien carrement démagogiques comme le « plein emploi » ou la lutte contre les parasites (qui sans doute ne manquent pas !), tandis que les revendications comme le salaire minimum à 6.000 escudos, la réduction du temps de travail ou le pain pour les chômeurs sont complètement ignorées. Il y aurait pourtant là matière à une vigoureuse lutte ouvrière où se renforceraient réellement les rangs ouvriers, et où pourraient se préparer les conditions d'une lutte qui soit révolutionnaire autrement qu'en paroles, surtout si l'on considère la profondeur de la crise économique et la combativité du prolétariat portugais. En réalité, même si l'on ne le veut pas, on sacrifie les exigences réelles des masses ouvrières et on gaspille leurs potentialités sur l'autel de la restructuration et de l'austérité.

*

Ceci confirme une nouvelle fois qu'en courant derrière l'unité à tout prix, derrière la fausse « unité ouvrière » sous le signe des partis opportunistes non seulement on étouffe la révolution en empêchant toute préparation révolutionnaire sérieuse mais on stérilise les organisations que la lutte ouvrière se donne, lutte qui exige une politique indépendante, ne serait-ce que pour résister sérieusement contre le capital.

Il a fallu un Pinochet au Chili pour confirmer cette vérité marxiste, et la bourgeoisie portugaise ne se prive pas de préparer la carte chilienne. Si le Portugal ne devait pas devenir un nouveau Chili, ce ne serait pas malheureusement parce que cette leçon aurait été tirée mais, hélas, parce que le capitalisme, même quand il est le plus arriéré d'Europe, sait se donner plus de stabilisateurs que les jeunes capitalismes d'Amérique latine.

C'est pourtant avec ce bilan que doit se forger le parti révolutionnaire et que doit renaître la force de classe internationale du prolétariat.

permanences du parti

EN BELGIQUE

• A Bruxelles : le dimanche 14 décembre de 10 h à 12 h, café-bar Europarty, salle du fond (demander Editions Programme), Waayenberg 48, quartier Léopold (près de la place Blyckaerts).

EN FRANCE

• A Amiens : le dimanche 23 novembre, au café « A l'habitude » (Tour Perret).

• A Lille : le dimanche de 10 h à 12 h, 27, rue Adolphe.

• A Marseille : les samedis 22 novembre et 6 décembre de 14 h 30 à 17 h 30, 7, cours d'Estienne-d'Orves (4^e étage).

• A Mulhouse : le premier vendredi de chaque mois, de 20 h à 21 h, Klappersteil 68, 4, rue Gutenberg.

• A Paris : 20, rue Jean Bouton (12^e) le samedi, de 11 h à 15 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.

• A Strasbourg : le mercredi de 18 h à 20 h, le samedi de 14 h à 17 h, 7, rue des Couples, porte vitrée à droite (près de la place du Corbeau).

• A Toulouse : vente tous les dimanches de 11 h à 12 h au marché Saint-Sernin.

LECTEURS ET SYMPATHISANTS DE SUISSE

Vous pouvez prendre contact avec nos militants en écrivant à :

B.P. 85
Montchoisy
LAUSANNE 19

directeur-gérant
F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. »
232, r. de Charenton, Paris-12^e

distribué par les NMPP

No d'inscription à la commission paritaire de presse : 42144